



ARRÊTÉ MUNICIPAL

SERVICE/DIRECTION : GEP VOIRIE Réf: CBC/CBC Réf : Ev241354	OBJET : GRUTAGE PAR LE TOIT RUE VILLEPERDRIX 23/05/2024
---	---

Le Maire de la ville de NIMES, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 417.10

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le Code Pénal,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 115-1, L. 141-2, R. 115-1 et R. 116-2,

Vu l'Arrêté Municipal n° 273 du 1er février 1992 réglementant la circulation et le stationnement dans l'agglomération nîmoise,

Vu la Délibération n°2016-06-28 du 19 novembre 2016 relative à l'extension du périmètre de stationnement payant sur voirie à compter du 1er juillet 2017 .

Vu la Délibération n°2017-06-66 du 18 novembre 2017 relative à l'institution d'un stationnement payant sur voirie à Nîmes et à la fixation d'un barème tarifaire

VU la délibération n°2023-04-060 du 8 juillet 2023 relative à la modification du barème tarifaire de stationnement payant sur voirie à compter du 2 octobre 2023.

Vu Vu l'Arrêté n°CIR-AP-2023-09-00039 du 27 septembre 2023 relatif à la réglementation du stationnement payant sur voirie.

Vu la Délibération du 12 décembre 2015 adoptant de nouvelles grilles tarifaires d'occupation du domaine public de la Ville de Nîmes 2016 : Marchés et Voirie,

Vu le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

Vu l'arrêté municipal n° 198 du 8 juillet 2020, réglementant la délégation de fonction et de signature de Mme Claude de GIRARDI, adjointe au maire, déléguée à la mobilité, la circulation et au stationnement

Vu l'Avis des services techniques

Vu la demande du pétitionnaire en date du 02/05/2024,

Considérant qu'il importe de faciliter les chantiers de toutes natures dans l'agglomération nîmoise, tout en préservant la libre circulation publique.

ARRÊTE**ARTICLE 1 - STATIONNEMENT**

Le 23/05/2024

Le stationnement de tout véhicule est considéré comme **gênant au droit et en face du N° 7 au N° 9 RUE VILLEPERDRIX, sur 10 emplacements**. Seul le(s) véhicule(s) du pétitionnaire **MARTIN LEVAGE** est(sont) autorisé(s) à stationner sur les emplacements définis.

Du fait de la neutralisation de places de stationnement payant sur voirie, le pétitionnaire doit s'acquitter d'une redevance d'occupation du domaine public **auprès des Finances Publiques**, qui s'élèvent à **30 euro(s)€** (calculée au m² par jour).

ARTICLE 2 - CIRCULATION

Le 23/05/2024 de 07h00 à 11h00.

1° La voie est mise en impasse, RUE VILLEPERDRIX dans la portion de voie comprise entre le N° 7 et la RUE PORTE DE FRANCE.

La priorité est donnée aux véhicule déjà engagés.

2° - Une déviation est mise en place. Les véhicules souhaitant sortir de la **RUE VILLEPERDRIX**, empruntent l'itinéraire suivant à l'allure du pas et la priorité est donnée aux véhicules déjà engagés.

Déviations : RUE VILLEPERDIX > PLACE PORTE DE FRANCE > RUE HOTEL DIEU > RUE DAGOBERT

- La **PLACE PORTE DE FRANCE** et **LA RUE HOTEL DIEU**, dans la portion de voie comprise entre la **RUE PORTE DE FRANCE** et la **RUE DAGOBERT**, sont à double sens de circulation.

- La priorité est donnée aux véhicules déjà engagés sur la voie

- La signalisation permanente "sens interdit" est masquée durant l'intervention de la grue.

ARTICLE 3 - La protection des usagers de la route et riverains s'effectue à l'aide d'homme pilote.

L'ensemble de la pré-signalisation : signalisation d'approche, de position, de fin de prescription et des déviations sont mises en place par le pétitionnaire et sous sa responsabilité.

Il appartient au pétitionnaire de délimiter un périmètre de sécurité autour du chantier ainsi qu'un cheminement pour les piétons afin d'éviter tous risques d'accidents. **L'accès des garages aux riverains est impérativement maintenu.**

L'ensemble de la signalisation - **panneaux « interdiction de stationner avec mise en fourrière »** ainsi que l'affichage du présent arrêté municipal sur les lieux de police de roulage sont mis en place par le pétitionnaire à ses frais et sous sa responsabilité plus de **48h avant l'exécution du chantier.**

La signalisation nécessaire à la sécurité du public est assurée de jour et de nuit par le pétitionnaire chargé du chantier : **MARTIN LEVAGE 205 ALLEE DE LA PICHOULINE 30320 MARGUERITTES** représentée par Monsieur **ARPINO Lucas**

ARTICLE 4 - Les usagers de la voie publique sont soumis aux indications données, soit par la signalisation, soit par les agents du service d'ordre, selon les mesures particulières imposées par les circonstances.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté est **obligatoirement** affiché sur les lieux de l'autorisation de police de roulage.

ARTICLE 6 - La présente autorisation est accordée à titre précaire et ne constitue qu'une pure tolérance sous réserve du droit des tiers. Elle peut toujours être modifiée ou révoquée en tout ou en partie, lorsque l'Administration Municipale le jugera utile dans l'intérêt public. Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, sans qu'il puisse s'en prévaloir pour réclamer une quelconque indemnité.

ARTICLE 7 - PROPRETÉ DES ABORDS DU CHANTIER

- Le pétitionnaire et les sous-traitants éventuels doivent protéger par tous les moyens appropriés le sol et les abords du chantier et maintenir en permanence en parfait état de propreté le lieu de l'intervention.
- En cas de problème constaté, le pétitionnaire doit rendre le domaine public dans un état d'hygiène et de propreté immédiatement.

ARTICLE 8 - En cas de non-respect des prescriptions mentionnées, un procès verbal est dressé conformément à l'article R.116 du code de voirie routière. Le contrevenant est redevable d'une contravention de 5ème classe, et du paiement des frais occasionnés par la réparation du dommage.

ARTICLE 9 - **M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés**, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour Le Maire de Nîmes et par
délégation,
l'Adjointe déléguée,

Claude De GIRARDI

VOIES DE RECOURS ET DELAIS

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NÎMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NÎMES.
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.*